

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 03/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE LAVOYE**

968 AVENUE DE CATALOGNE  
BP 41  
11210 Port-La-Nouvelle

Références : UID11/66-C3-2026-162  
Code AIOT : 0006600165

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement SOCIETE LAVOYE implanté Las Très Jassetos 11480 La Palme. L'inspection a été annoncée le 06/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIÉTÉ LAVOYE
- Las Très Jassetos 11480 La Palme
- Code AIOT : 0006600165
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière "Las Tres Jassetos", située sur la commune de La Palme, est une carrière de calcaire à ciel ouvert autorisée par arrêté préfectoral depuis le 15 juillet 2003 pour une durée de 30 ans. Le tonnage maximal annuel autorisé à être extrait est 50 000 tonnes.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                            | Référence réglementaire                             | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 4  | Repère de nivellement et de bornage          | Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 1.9.1.3   | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 5  | Contenu minimal de la documentation          | Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 2.2.2     | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 8  | REMBLAYAGE DE LA CARRIÈRE                    | Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 9.4       | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 9  | Front d'abattage.                            | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6      | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 10 | Registre d'admission                         | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9         | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 12 | RNDTS                                        | Autre du 01/04/2021, article R.541-43- II du CE     | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 13 | Traçabilité des terres excavées et sédiments | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 6 | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                       | Référence réglementaire                           | Autre information |
|----|-----------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Consistances des installations classées | Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 1.4     | Sans objet        |
| 2  | Liste des installations concernées      | Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 1.5     | Sans objet        |
| 3  | Signalisation, accès, zones dangereuses | Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 1.9.1.2 | Sans objet        |
| 6  | Entretien des véhicules et engins       | Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 3.4     | Sans objet        |
| 7  | Autocontrôle des niveaux sonores        | Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 6.4     | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                        | Référence réglementaire                           | Autre information |
|----|------------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------|
| 11 | Remblayage carrières déchets utilisables | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 II | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques non-conformités ont été constatées lors de l'inspection, notamment en ce qui concerne la tenue du registre des déchets entrants.

L'exploitant devra actualiser ce registre en précisant toutes les informations réglementaires. Une attention particulière devra être portée sur le tri et la qualité des déchets réceptionnés.

Le bornage nécessite d'être consolidé.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Consistances des installations classées

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 1.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, maximum                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article 19 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.<br>Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes :<br>Tonnages maximum annuels à extraire : 50 000 tonnes<br>Tonnage maximum autorisé : 800 000 tonnes |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a indiqué avoir extrait 1800 m3 soit environ 4800 tonnes en 2024. Ce volume a été vérifié par géomètre.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

#### N° 2 : Liste des installations concernées

|                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 1.5                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, installations autorisées                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées, sous les Rubriques : 2510-1 |

|                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Sur la carrière, il n'a pas été constaté d'installations de traitement des matériaux (concasseur, cribles, etc). Il y a uniquement une activité d'extraction relevant de la rubrique n° 2510 de la nomenclature des IPCE.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                       |

**N° 3 : Signalisation, accès, zones dangereuses**

|                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 1.9.1.2</p>                                                                                 |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès</p>                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé.<br/>En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé qu'un bloc béton était positionné à l'entrée de la carrière en dehors des heures ouvrées pour empêcher l'accès.</p>    |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                       |

**N° 4 : Repère de nivellement et de bornage**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 1.9.1.3</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Thème(s) :</b> Autre, Bornes</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :</p> <p>10/ Des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.<br/>Les bornes sur le terrain seront doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc et repérés suivant le plan de bornage précité.</p> <p>20/ Des bornes de nivellement.<br/>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Toutes les bornes n'ont pas pu être retrouvées. Les poteaux métalliques de 2 m de hauteur étaient absents.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra installer des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation .Les bornes sur le terrain seront doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc et repérés sur le plan d'exploitation.</p>                                                                                                                                                                                                                              |

|                                                            |
|------------------------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                      |

**N° 5 : Contenu minimal de la documentation**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 2.2.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, plans d'exploitation et de réhabilitation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>les plans d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptés à la superficie de la carrière sur lesquels seront reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres :</li> <li>les bords de la fouille :</li> <li>les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs :</li> <li>les zones remises en état ;</li> <li>la position des ouvrages à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un plan d'exploitation lors de l'inspection. Certaines informations réglementaires étaient absentes : date du relevé réalisé, les abords de la carrière dans un rayon de 50 m, l'emplacement des bornes.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra mettre à jour le plan d'exploitation en indiquant toutes les informations réglementaires notamment la date du relevé réalisé, les abords de la carrière dans un rayon de 50 m et l'emplacement des bornes.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**N° 6 : Entretien des véhicules et engins**

|                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 3.4                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien des véhicules et engins                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'entretien des véhicules et autres engins mobiles s'effectue en dehors du site.</p>                                                                                                         |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'a pas été constaté d'aire d'entretien des véhicules et autres engins mobiles ou de réserve de carburant sur la carrière. L'exploitant a précisé que les engins étaient entretenus dans un atelier</p> |

|                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|
| mécanique à l'extérieur de la carrière. Le remplissage des engins est réalisé en bord à bord. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                  |

**N° 7 : Autocontrôle des niveaux sonores**

|                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 6.4                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, niveaux sonores                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Un contrôle des niveaux sonores sera effectué périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprocheront des zones habitées.                                                                    |
| <b>Constats :</b><br><br>Les niveaux sonores ont été contrôlés le 22 juin 2023. L'exploitant a présenté un rapport de la société PRONETEC. La carrière fonctionne en période diurne.<br>Les mesures étaient conformes aux exigences réglementaires. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                        |

**N° 8 : Remblayage de la carrière**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 9.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblayage de la carrière                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.<br>Les apports extérieurs doivent être accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination. L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.<br>Les modalités de tri et les conditions d'utilisation des matériaux extérieurs admis sur le site sont fixées comme suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les activités d'extraction et de remblayage se font par campagne distincte afin de ne pas avoir une simultanéité de ces deux tâches ;</li> <li>- les matériaux de remblaiement sont terreux et argileux, provenant exclusivement des chantiers de terrassement de la S.A. LAVOYE :</li> <li>- aucun apport par des sociétés ou artisans extérieurs à la S.A. LAVOYE n'est autorisé ;</li> <li>- le bordereau de suivi accompagnant le chargement est remis à l'exploitant qui le vérifie ;</li> <li>- UN premier contrôle est fait à l'entrée du site lors de la pesée, notamment afin de vérifier l'homogénéité de la partie supérieure du chargement. En cas de non conformité, le chargement doit être intégralement refusé :</li> <li>- Un second contrôle est réalisé sur une aire de déchargement ;</li> <li>- au niveau de cette aire, trois bennes sont mises en place afin de recevoir les déchets non inertes</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>éventuellement présents (matériaux ferreux, plastiques, bois, papiers... ) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- après tri, les matériaux acceptés sont repris et déversés au niveau des zones de stockage ;</li> <li>- les déchets refusés sont régulièrement évacués vers des circuits adaptés.</li> </ul> <p>Les remblais sont ensuite recouverts par la terre végétale issue du décapage.</p>                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le remblayage de la carrière est réalisé depuis 2017. L'exploitant a présenté un registre papier précisant sur des périodes annuelles l'origine, le transporteur et les tonnages des déchets entrants. Uniquement la société Lavoye décharge des déchets dans la carrière, d'après le registre.</p> <p>Les zones remblayées de la carrière qui ont été inspectées sont composées de terre et cailloux. Il y a quelques traces de branchages, bâche plastique et de béton.</p> <p>Une benne métallique, contenant des déchets plastiques et de bois, était présente sur la plateforme de déchargement des déchets inertes.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de renforcer le premier contrôle visuel fait à l'entrée du site lors de la pesée ainsi que le second contrôle réalisé sur l'aire de déchargement afin de s'assurer de l'absence de matériaux autres que terre et cailloux.</p> <p>Les déchets de plastique, béton et bois découverts dans les matériaux entrants devront être triés dans des bennes séparées.</p>                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 9 : Front d'abattage.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Instabilité</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation.</p> <p>Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté des blocs rocheux en contrebas de certains fronts ainsi que des blocs instables sur les fronts.</p>                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra s'assurer de la purge des fronts exploités après abatage. Au vu de l'instabilité</p>                                                                                                                                                                                                                        |

|                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| des fronts constatés, il devra définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains. Ce document devra être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                            |

**N° 10 : Registre d'admission**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'accusé d'acceptation des déchets ;</li> <li>- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</li> <li>- le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li> </ul> <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le registre présenté lors de l'inspection, il n'est pas fait mention du contrôle visuel réalisé lors de l'admission des déchets.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra rajouter une colonne dans le registre des déchets entrants afin de consigner le résultat du contrôle visuel réalisé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 11 : Remblayage carrières déchets utilisables**

|                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 II                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Les déchets utilisables pour le remblayage sont :</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;</li> <li>- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.</li> </ul>                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La carrière est uniquement autorisée par arrêté préfectoral du 15 juillet 2003 à accepter des déblais de terrassements terreux et argileux, provenant exclusivement des chantiers de terrassement de la S.A. LAVOYE.</p> <p>Ce sont des déchets inertes relevant des codes suivants de la liste unique des déchets mentionnée à l'article R. 541-7 du code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 17 05 04 « Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse »,</li> <li>- 20 02 02 « Terre et pierres ».</li> </ul> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

#### N° 12 : RNDTS

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/04/2021, article R.541-43- II du CE</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la</p> |

|                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.                                                                                                    |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a indiqué ne pas transmettre les données des déchets entrants dans le registre national des déchets.                                                                     |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant devra enregistrer toutes les données relatives aux déchets entrants dans le registre national des déchets (Trackdechets). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                          |

#### N° 13 : Traçabilité des terres excavées et sédiments

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.<br>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :<br>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :<br><br>- la date de réception ;<br><br>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :<br><br>- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;<br>- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;<br>- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;<br>- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;<br>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;<br>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. |

541-45 du code de l'environnement ;

- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;

- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;

- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;

- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;

- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;

- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté un registre papier mentionnant des entrées de déchets avec la référence "CAT 1", une période sur une année et l'origine sur une commune, sans adresse. Le tonnage est précisé.

La date de réception précise est manquante, ainsi que la dénomination usuelle des déchets, le code du déchet, la raison sociale et le numéro SIRET du producteur initial des terres excavées, la parcelle cadastrale.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra actualiser le registre des déchets entrants en précisant

- la date de réception ;
- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois